

ACTION URGENTE

CÔTE D'IVOIRE. UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION A BESOIN DE SOINS MÉDICAUX

Alain Lobognon, député ivoirien et membre fondateur du parti politique Générations et peuples solidaires (GPS), est maintenu en détention à la maison d'arrêt d'Agboville, dans le sud-est de la Côte d'Ivoire. Arrêté le 24 décembre 2019 à Abidjan, la capitale du pays, il a été inculpé de publication de fausses nouvelles, de trouble à l'ordre public et d'atteinte à l'autorité de l'État. Il a besoin de soins médicaux de toute urgence.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

M. Sansan Kambilé

Ministre de la Justice et des Droits humains

Imm. Symphonie - Abidjan, plateau.

01 BP 2020 Abidjan 01

Côte d'Ivoire

Courriel : infos@presidence.ci

Monsieur le Ministre,

Je suis inquiet/inquiète pour la santé d'Alain Lobognon, député ivoirien, qui a été arrêté le 24 décembre 2019 à Abidjan et inculpé de publication de fausses nouvelles, de trouble à l'ordre public et d'atteinte à l'autorité de l'État.

Alain Lobognon se trouve en détention provisoire à la maison d'arrêt d'Agboville. Il souffre d'hypertension et a été opéré en 2019. Le 23 mars 2020, il a présenté des symptômes du paludisme et a passé quatre jours au lit dans sa cellule. D'après des informations communiquées dans une lettre par son avocat et son épouse, les conditions déplorable dans lesquelles il est détenu seraient à l'origine de son mauvais état de santé. Sa cellule est infestée de moustiques et d'autres insectes, ce qui s'explique en partie par le toit grillagé dont elle est recouverte.

Je salue la proposition qui a été faite à Alain Lobognon par l'administration pénitentiaire de se faire examiner par le médecin et l'infirmier de la maison d'arrêt. Cependant, en sa qualité de dirigeant de l'opposition, Alain Lobognon craint pour sa vie et souhaiterait pouvoir consulter son propre médecin indépendant.

Comme les autorités ivoiriennes ont suspendu toutes les visites en détention du 18 mars au 16 avril en vue de prévenir la propagation du COVID-19, Alain Lobognon ne peut voir ni son médecin, ni ses proches.

À la lumière de ces considérations, j'engage les autorités ivoiriennes à veiller à ce que :

- Alain Lobognon reçoive tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin. Cela est d'autant plus urgent que la Côte d'Ivoire est touchée par l'épidémie de COVID-19, ce qui pourrait exposer davantage les personnes détenues à des risques sanitaires ;
- dans l'attente de son procès, les conditions de détention de cet homme soient conformes aux normes internationales, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau et à la nourriture, et la communication régulière avec sa famille. Si les visites au parloir sont restreintes en raison des mesures de prévention du COVID-19, elles doivent être remplacées par d'autres moyens pour lui de contacter ses proches – par téléphone, appel vidéo ou courriel, par exemple ;
- son droit à un procès équitable soit garanti.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Guillaume Soro, ancien allié du président Alassane Ouattara, est le dirigeant du parti Générations et peuples solidaires (GPS). Il s'était déclaré candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2020 et rentrait à Abidjan lorsque le procureur a annoncé qu'un mandat d'arrêt avait été émis à son encontre le 23 décembre 2019, pour tentative d'atteinte à l'autorité de l'État et à l'intégrité du territoire national. Il est également poursuivi dans le cadre d'une autre affaire pour détournement de deniers publics, recel et blanchiment de capitaux.

Les autorités ivoiriennes ont donné l'autorisation à Guillaume Soro d'atterrir mais, au cours du vol à bord de son jet privé parti le 23 décembre de l'aéroport du Bourget (France), l'avion a été dérouté vers le Ghana au lieu de se rendre comme prévu à Abidjan.

Alain Lobognon, membre fondateur du GPS, a indiqué le 24 décembre 2019 à des journalistes que l'avion du candidat à la présidentielle avait été dérouté « contre son gré » vers la capitale ghanéenne, Accra, l'empêchant ainsi de « prendre part au processus électoral ».

Les forces de sécurité ont effectué une descente au siège du parti peu de temps après l'intervention d'Alain Lobognon.

Il a été arrêté avec 16 autres personnes ayant des liens avec l'opposition lors d'une vague d'arrestations qui a eu lieu entre le 23 et le 31 décembre 2019 à Abidjan. Treize personnes ont été inculpées de publication de fausses nouvelles, de trouble à l'ordre public et d'atteinte à l'autorité de l'État.

Amnesty International estime que le moment choisi pour lancer une procédure judiciaire contre Guillaume Soro et les arrestations de ses sympathisants et proches sont très suspects. Les poursuites engagées dans ce contexte sont manifestement motivées par des considérations politiques.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : français

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 15 mai 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Alain Lobognon (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A